



Les recensions de l'Académie de septembre 2026¹

Mille histoires diraient la mienne : l'historienne, les témoins et leurs récits / Malika Rahal
Éd. EHESS, 2025
Cote : 69.799

L'auteure se présente ainsi « Je suis une historienne de l'Algérie contemporaine et me trouve au moment de ma carrière où il convient de me faire l'historienne de mon propre parcours (p.11). Je travaille dans un laboratoire du CNRS, l'Institut d'Histoire du Temps Présent que je dirige aujourd'hui » (p.22). Après avoir obtenu l'agrégation en sciences sociales, elle enseigne dans un collège d'Aulnay-sous-Bois (p.141). En 2010, elle est recrutée au CNRS, mise à disposition à l'IHTP qui lui permet de consacrer l'essentiel de son temps à la poursuite de sa thèse avec des séjours longs en Algérie et des cours d'arabe (p.236). Elle consacre sa thèse sous la direction du Pr Benjamin Stora (p.144) à l'Union Démocratique du Manifeste Algérien de Ferhat Abbas (p.171).

La famille de Madame Rahal est plusieurs fois émigrée, d'Algérie au Maroc et retour, d'Algérie en France sans retour. Les histoires de migration se dédoublent (p.112). Son père algérien né en 1942 au Maroc, où ses parents s'étaient réfugiés, et sa mère étasunienne, symbolisent la bourgeoisie de Nedroma unie à une ferme coloniale du sud-est du Nebraska, l'islam de la tariqa et les missionnaires protestants presbytériens. A l'indépendance de l'Algérie, Son père étudiait à l'École Polytechnique d'Alger (p.81). Il deviendra exilé non pas de son pays mais de ses propres espoirs (p.89). Sa mère s'installa à Toulouse avec son mari doctorant en physique et enseigna l'anglais comme lectrice à l'Université Jean-Jaurès (p.73).

Étrangère, elle ne pouvait devenir maîtresse de conférences mais acquérir la nationalité française lui aurait fait perdre son emploi (p.74). Elle l'est devenue lorsque la fonction a été ouverte aux étrangers (p.75). La famille passait un mois d'été tous les trois ou quatre ans au Nebraska, et en 1986, quelques mois à Minneapolis où M. Rahal travaillait (p.55). Dans les années 1980, la famille est installée au cœur du Lauragais (p.35), son père naturalisé peu avant sa mort (p.40). Sa grand-mère avait été mariée à douze ans (p.104). La sœur de son père, Schéhérazade, mariée à un ingénieur chilien, menacée par les islamistes, avait dû se réfugier au Maroc (p.97). Ses oncles, maris de ses tantes paternelles avaient fait leurs études en URSS (p.50).

Madame Malika Rahal qui doit sa réussite académique aux institutions françaises, est heureuse d'avoir deux autres nationalités pour la rassurer sur son « identité de papiers » (p.41).

Avec son professeur de thèse Benjamin Stora, elle se targuait de n'avoir avec lui nul besoin de justifier sa posture critique vis-à-vis de la colonisation et de ses crimes (p.150). En Algérie, le fait

¹ 

Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).

Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



que sa mère soit américaine l'éloigne, souligne-t-elle, opportunément de la France (p.58). Son premier livre, issu de son DEA, est une biographie du militant nationaliste algérien, Ali Boumendjel assassiné par les parachutistes français en 1957 (p.15). Elle assume que, biberonnée au nationalisme populiste et au tiers-mondisme (p.159), elle reste violemment anticolonialiste du fait que la décolonisation a longtemps absous un État colonial comme la France de sa responsabilité ainsi que de toute nécessité de répondre à ses crimes (p.31). Elle critique ² le style architectural néo-mauresque développé en Algérie dans les années 1930 lorsque la défaite de la population dite indigène était considérée comme définitive par les colons qui puisaient dans la culture vaincue par la colonisation pour orner les bâtiments publics ou privés (p.68). Elle suggère que si Ferhat Abbas ne s'est pas trouvé aux affaires à l'Indépendance, cela s'explique par l'impossibilité d'abattre le colonialisme par d'autres moyens qu'une révolution adossée à une guerre longue (p.188) et par un puissant déni de ce qu'a été la domination coloniale (p.189). Elle affirme qu'« en 2024, cela fait des années que les gouvernements français successifs manipulent une xénophobie dont les digues achèvent aujourd'hui de sauter ».

Il lui arrive de s'interroger sur une haine tenace de l'arabe dans la société française (p.146) et sur la France des années 1990, où l'obsession française historique de dévoiler les femmes musulmanes allait renaître après une décennie où le caractère durable de l'immigration maghrébine familiale avait posé souvent très mal la question des enfants à l'école (p.122). Au cours des Journées d'Averroès du 13 novembre 2015, Jean-Pierre Luizard avait expliqué que l'Irak étant un pays artificiel, les Irakiens se trompaient en défendant son existence, Malika répliqua que les universitaires européens définissaient les nations des autres comme au temps des colonies (p.252). En se posant la question « Peut-on faire de l'histoire d'une façon scientifique à partir d'un engagement anticolonialiste ? », l'auteure ne le pense pas puisqu'on n'a jamais contesté les fondements d'une histoire écrite par des historiens opposés au nazisme (p.279). Le rapprochement de la politique française avec le nazisme laisse perplexe. Par contre, en 2019, invitée à parler au Sénat du *Hirak*, elle refusera d'intervenir car cela lui aurait causé du tort en Algérie (p.249).

Cette Algérienne de cœur et de triple nationalité redécouvre l'Algérie en 2003 (p.97). On lui recommande d'éviter la Casbah trop dangereuse, de ne pas parler le français dans la rue, et au cours d'un voyage à Azeffoun de ne pas parler l'arabe dans le bus à cause de l'hostilité des berbérophones (p.175). Elle découvre que partout demeuraient les traces fantomatiques des peurs passées, réelles ou imaginaires (p.176). Elle admet que l'une des difficultés que rencontraient les militants au cours des années 1970 et 1980 était la montée de l'islamisme dans la société et la création du FIS à partir de 1989 (p.217). A la nouvelle de l'assassinat du chanteur de 26 ans Chab Hani en Algérie le 29 septembre 1994, elle avoue s'être effondrée (p.124). Pour elle, les communistes du PCA et la Gauche semblaient ne jamais avoir été en phase avec le pays réel comme le montrait la surprise que provoquait chez eux le surgissement de l'islamisme (p.138). Sur son travail, avoue-t-elle, pèsent la révolution, magnifique et terrible et la décennie noire des années 1990 terrible et encore largement indicible (p.213).

En 2012, une loi interdit de fonder un parti à toute personne « responsable de l'instrumentalisation

² A comparer avec l'ouvrage de Asma Hadjilah *La Casbah d'Alger au XIXe siècle*, Paris Karthala 2025 recensé dans ces colonnes.



de la religion ayant conduit à la tragédie nationale » (p.186). Malika Rahhal avait publié à Alger une sélection des œuvres de Sadeq Hadjeres (1928-2022), militant du Parti du Peuple Algérien puis du Parti Communiste algérien sous le titre *Essai annoté et postfacé par M.R.* Elle y rappela que le travail de l'historien est bien souvent la confrontation d'une démarche scientifique avec les entreprises de connaissance menées par les témoins ou leurs familles (p.214).

Dans ce sens, elle refusera de rédiger les mémoires de son oncle Zouheir mort au combat pour ne pas « trop humaniser le mort au profit d'une esquisse noble et éthérée » (p.205).

L'auteure regrette que l'enseignement de l'histoire à l'Université d'Alger se soit arrêté en 1962 (p.239). C'est pourquoi la bibliographie présentée (p.281 à 290) intéressera le lecteur des deux rives.

Christian Lochon